



COMMUNICATION

Des éléments des forces de sécurité en immersion aux Dépêches de Brazzaville

Une quarantaine d'officiers et sous-officiers de police et de gendarmerie a effectué une visite au sein du quotidien «Les Dépêches de Brazzaville», le 19 septembre, pour s'imprégner du processus de traitement de l'information allant du reportage à la publication.

Initiée par la direction générale de la Stratégie, de la Coopération et de la Communication du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, cette descente d'imprégnation contribue au renforcement des capacités des structures de ce département ministériel et à l'amélioration de l'image des forces de sécurité dans leur relation avec la population.

Page 16

Les agents des forces de sécurité en immersion aux Dépêches de Brazzaville



CENTRE D'EXCELLENCE D'OYO

Des bourses pour des étudiants congolais

Le Centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique vient de lancer la deuxième édition de son programme national de bourses de recherche destinées aux étudiants congolais inscrits en master 2 ou en post-master dans les établissements publics d'enseignement supérieur. Le dépôt des candidatures sera clôturé le 31 octobre prochain.

Page 16



Une vue du Centre d'excellence d'Oyo

AGRICULTURE

Améliorer la production du manioc

Une soixantaine d'agriculteurs des Zones agricoles protégées de la Cuvette et de la Cuvette Ouest est en formation sur les tech-

niques de production et de transformation du manioc. Elle est organisée par l'Académie d'agriculture tropicale de Chine en vue de

renforcer la coopération bilatérale avec le Congo dans le domaine des sciences agricoles.

Page 5

DISPARITION DES CASQUES BLEUS CONGOLAIS

Les recherches se poursuivent

Trois policiers congolais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) sont toujours portés disparus après qu'un véhicule blindé a sombré, le 16 septembre dernier, dans la rivière Ombella, à environ 45 km à la sortie Nord de Bangui. Malgré les difficultés, la mission onusienne réaffirme son engagement à poursuivre les opérations de secours jusqu'à leur terme.

« Nous restons mobilisés pour retrouver nos collègues. La sécurité et la dignité de notre personnel sont une priorité absolue », a déclaré la



Conférence de presse hebdomadaire

Florence Marshall face à la presse DR porte-parole de la Minusca, Florence Marshall, en conférence de presse.

Page 11

Éditorial

Pluie et soleil

Page 2

ÉDITORIAL

Pluie et soleil

La saison sèche et sa douce fraîcheur sont passées. Place à sa cousine faite de pluies et de soleil qui est aussi synonyme d'inondation, d'ensablement et d'éboulement. Sur le point de s'incruster, elle donne l'alerte avec des pics de chaleur dont Brazzaville commence à prendre la nette mesure en cette seconde moitié du mois de septembre. S'installe-t-elle bien plus tôt ? Attendons !

Attendons de voir si la capitale congolaise, rythmée un moment par l'exécution des travaux de reprofilage de certaines de ses voiries, résistera solidement aux intempéries de la saison pluvieuse qui s'annonce. En centre-ville en tout cas, des efforts de réaménagement des artères sont perceptibles. Mais tel n'est pas le cas des quartiers périphériques.

Déjà marquées par les bourrasques des saisons antérieures, les zones péri-urbaines ne pourront se relever des fortes pluies qu'à condition de bénéficier d'une attention particulière des pouvoirs publics, des citoyens mais également des partenaires au développement impliqués à divers degrés dans la réhabilitation des quartiers dits précaires.

Les urgences signalées plus haut valent aussi pour les tronçons routiers qui assurent la liaison entre les deux pôles de la ville. Sans être exhaustif, l'état dégradé des voies reliant Nkombo et Moukondo, Ngamakosso et Kintélé, Mikalou et Thomas-Sankara, Mouhouni et Ngambio, Intendance et la Tsiémé en est le baromètre.

Assurément, le temps qui vient est celui de la généreuse pluie et de l'irremplaçable soleil, des dons de Dieu que devront accompagner des principes de précautions communautaires nécessaires et surtout pérennes.

Les Dépêches de Brazzaville

CONSEIL CONSULTATIF DE LA FEMME

La secrétaire exécutive plaide pour un dialogue institutionnel

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a reçu en audience, le 17 septembre à Brazzaville, la secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme (CCF), Yennie Clara Osseté Mberi. Les deux personnalités ont discuté sur l'importance du dialogue entre les deux institutions pour faire avancer les droits des femmes en République du Congo.

La rencontre de la secrétaire exécutive du CCF avec le président de la chambre basse du Parlement s'est inscrite dans la poursuite de la présentation de son plan d'action aux organes législatifs. « Nous avons échangé sur la loi organique du Conseil consultatif de la femme, notamment la loi 14-28 du 15 mars 2018. Nous avons discuté sur les sessions, car le CCF ne vit qu'à travers celles-ci », a indiqué Yennie Clara Osseté Mberi à sa sortie d'audience.

En effet, l'Assemblée nationale joue un rôle important dans la promotion et la protection des droits des femmes. Ce rôle s'articule autour de plusieurs axes, allant du vote des lois à la représentation des femmes au sein des organes décisionnels. La secrétaire exécutive a renouvelé, par ailleurs, sa gratitude au président de la République pour sa nomination, rappelons-le, par décret présidentiel le 7 août 2025. Elle s'est engagée pendant son mandat à garantir une éducation de qualité aux jeunes filles, à promouvoir les grandes figures fémi-



Yennie Clara Osseté Mberi reçue par Isidore Mvouba DR

nines de l'histoire nationale et à plaider pour la participation des femmes au développement local en favorisant leur implication dans les processus de décision au niveau local. Institué dans l'article 232 de la Constitution, le CCF a

pour missions, entre autres, d'émettre des avis sur la condition de la femme et de faire au gouvernement des suggestions visant à promouvoir l'intégration de la femme au développement national.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

RENCONTRE CITOYENNE

Des femmes des confessions religieuses édifiées sur le leadership

Des femmes de différentes obédiences religieuses venues du Cameroun, de la République démocratique du Congo (RDC) ainsi que du Congo ont été invitées, le 13 septembre à Brazzaville, à influencer leur environnement dans tous les domaines en brisant les stéréotypes imposés par certains adages.

L'invite a été faite par la présidente de l'organisation des femmes dénommée Ministère international femme aide (Mifa), le Dr Chantal Ndala Kitengé, à l'issue de la conférence internationale organisée du 12 au 13 septembre au Centre missionnaire Elim sur le thème « Le leadership de la femme face aux défis du temps ».

La conférence avait pour objectif d'aider les femmes à découvrir leur valeur intrinsèque d'une manière intégrale, de les pousser à extérioriser leurs dispositions et dons en vue d'influencer leur milieu et de rendre service aux autres en renforçant leurs capacités par le biais des conférences, forums, conventions, séminaires, formations et ateliers sécuritaires. Elle a été marquée par diverses communications axées sur les thèmes : «Le leadership de la femme face à la politique», «Le leadership de la femme face aux défis de l'environnement», « Le leadership de la femme face aux finances», «Le leadership de la femme face aux défis de la nutrition» ainsi que «La femme au centre des préoccupations finan-



Les participantes/Adiac

cière, matérielle et économique du moment».

Les enseignements ont été développés par des hommes et femmes leaders venus de plusieurs pays, notamment la RDC, le Congo, le Cameroun, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis. Les orateurs ont rappelé à cette occasion le rôle de la femme épouse, de la femme-mère, de la femme-servante et de la femme travailleuse selon les Saintes Ecritures. D'après elles, le leadership de la femme ne doit pas s'arrêter qu'à la parole de Dieu mais doit être

représenté dans les domaines de la politique, de l'économie, de l'éducation, de l'entrepreneuriat, de la communication ainsi que dans le social.

A travers des initiatives, la femme possède des atouts pour influencer en amenant le monde d'un point à un autre. Toutefois, les orateurs ont incité les femmes à impacter dans tous les domaines tout en gardant leur intégrité.

Abordant la question de l'éducation de l'enfant, une invite a été faite aux femmes d'apporter leur don maternel car les adolescents

sont exposés à plusieurs manipulations à l'ère du numérique où l'information circule à la vitesse de croisière; de pratiquer le sport et à avoir une alimentation saine en vue d'une bonne santé pour investir dans l'entrepreneuriat en vue de leur autonomie.

A la fin, les attestations de participation ont été remises aux bénéficiaires de la formation par les organisateurs.

Le président du comité d'organisation de la conférence du Mifa, l'évêque Norbert Okana, n'a pas caché sa satisfaction au terme de

la rencontre.

Pour lui, cette formation vient à point nommé, car les femmes ne doivent pas se sous-estimer. Elles portent des fruits qui sommeillent encore dans certains domaines qui nécessitent d'être boostés à travers ce genre d'activité. Les enseignements ont été axés sur le domaine spirituel ainsi que d'autres domaines du développement comme l'entrepreneuriat pour leur permettre d'exercer dans le petit commerce en vue de leur autonomie financière.

«Mon souhait n'est pas que ces femmes de confessions religieuses se limitent au petit commerce du quartier, mais qu'elles s'organisent davantage en réseau pour créer des industries afin de changer leur environnement», a déclaré l'évêque Norbert Okana. Notons que le Mifa a été créé en 2013. Il est chargé d'encadrer et de former les femmes et les jeunes filles à l'acceptation de soi et de l'autre, d'influencer positivement et d'inciter à la découverte et au développement de soi ainsi que de bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko

LE FAIT DU JOUR

En attendant le congrès

Avant de se prononcer sur la présidentielle de mars prochain, l'un des acteurs de poids de la scène politique congolaise prend son temps. L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), formation politique dont le premier secrétaire, Pascal Tsati Mabilia, est aussi le chef de l'opposition constitutionnelle, attend patiemment de prendre l'avis formel de ses instances supérieures.

Le deuxième congrès du parti, prévu du 12 au 14 novembre prochain, offrira sûrement à ses dirigeants l'opportunité de s'entendre sur les choix politiques susceptibles de cimenter son unité, peut-être aussi d'envisager un rapprochement avec d'autres partis. L'appel à la cohésion est d'autant plus retentissant que lors de la session ordinaire de son Conseil national, les 14 et 15 août dernier, l'Upads imputait à cer-

tains de ses cadres, sanctionnés du reste, des « actes et comportements » qui concourent à son affaiblissement.

En revanche, quelques semaines auparavant, le 15 juillet, c'est à son siège national à Brazzaville que l'Upads avait obtenu de ses potentiels alliés la signature d'un « Manifeste » censé baliser la voie de l'Opposition, dont c'était la rentrée politique, vers les échéances à venir. En ligne de mire, cela va sans dire, le scrutin présidentiel du mois de mars. Dix-sept partis au total étaient réunis pour se positionner, révélait le texte, comme une alternative « crédible » face à la majorité présidentielle.

À propos justement de la majorité présidentielle, les regards se tournent vers le Parti congolais du travail (PCT) qui tiendra son sixième congrès ordinaire en décembre. Un colloque en chasse

un autre pour ces deux organisations politiques « ennemies » sur le terrain de la conquête des suffrages électoraux mais qui partagent étrangement un ancrage à gauche car se reconnaissant toutes de la social-démocratie.

Sur le plan idéologique, il est vrai, on aura toujours de la peine à situer les lignes de fracture au sein de la société politique congolaise tant elle brille par un certain don d'ubiquité de ses acteurs ; tant elle ne s'est jamais sentie mieux, en quelque sorte, que dans ces tours de piste déroutants dont ces derniers ont le secret.

Deux rendez-vous importants se succéderont donc d'ici à la fin de l'année pour éclairer la lanterne des observateurs du paysage politique national. Le « Manifeste » du 15 juillet signé par l'Opposition se transformera-t-il en une dynamique unitaire sur le chemin du renouvellement du mandat pré-

sidentiel l'année prochaine ? On le saura au moment où l'Upads aura terminé son congrès. On verra également si, de son côté, le PCT capitalisera sur son expérience cinquantenaire et sur l'appui de ses partenaires de la Majorité pour mieux affronter la compétition en vue.

À défaut de poursuivre leur chemin ensemble comme ils l'avaient tenté sans suite au sortir de la présidentielle de 1992, l'Upads et le PCT sont-ils sur le point de constituer deux enseignes référentielles autour desquelles dépendront, dans quelques mois, les choix des Congolais appelés aux urnes en mars 2026 ? En attendant la tenue de leurs congrès respectifs, d'autres regroupements politiques peuvent surgir et défaire tous les pronostics. En politique, bon an mal an, les surprises font partie du quotidien.

Gankama N'Siah



VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

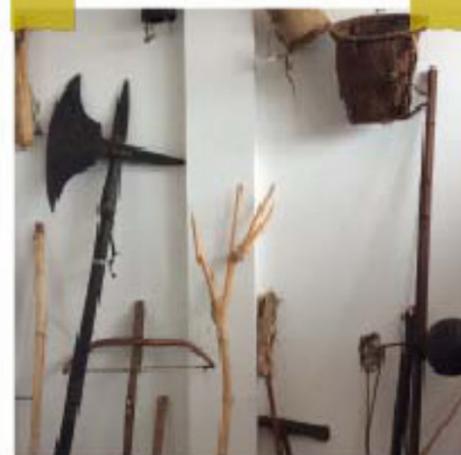
L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

AGRICULTURE

Soixante agriculteurs formés aux techniques de production du manioc

Une soixantaine de stagiaires des Zones agricoles protégées (ZAP) de la Cuvette et Cuvette-Ouest bénéficie, depuis le 15 septembre, d'une formation de deux semaines aux techniques de production et de transformation du manioc. L'objectif est de lutter contre l'insécurité alimentaire.

Organisée par l'Académie d'agriculture tropicale de Chine, la formation s'inscrit, selon le vice-président de cette académie, Li Jihua, dans le cadre des initiatives visant à renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des sciences agricoles. « L'Académie chinoise des sciences agricoles tropicales a spécialement envoyé des experts représentant les équipes scientifiques chinoises les plus compétentes pour dispenser des cours sur place », a-t-il assuré

Intervenant à cette occasion, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a exhorté les apprenants à tirer le meilleur parti de cette opportunité. « Cette action générera un effet de multiplication dont l'impact profitera à des milliers d'agriculteurs. Elle contribuera également à la souveraineté alimentaire du pays », a-t-il indiqué.

Remercions les autorités compétentes pour l'opportunité, Bodech Barech Andire, au nom de tous les parti-



cipants, a affirmé : « Cette formation offre l'opportunité de renforcer les compétences techniques, d'acquies de nouvelles méthodes

de production, d'intégrer des cultures intercalaires et de mieux maîtriser les techniques de transformation du manioc ».

Symbolisant un partenariat gagnant-gagnant entre les deux pays, la cérémonie de lancement s'est achevée par un échange de présents entre

« Cette formation offre l'opportunité de renforcer les compétences techniques, d'acquies de nouvelles méthodes de production, d'intégrer des cultures intercalaires et de mieux maîtriser les techniques de transformation du manioc ».

le ministre congolais de l'Agriculture et le vice-président de l'Académie chinoise. Les délégations des deux pays ont après cela visité le champ d'expérimentation du soja et du maïs, ainsi que le laboratoire de transformation des produits agricoles.

Signalons que les chefs des secteurs agricoles prennent également part à cette session de formation qui témoigne la volonté des deux pays d'approfondir leur coopération dans le domaine agricole, stratégique pour une indépendance alimentaire.

Notons que cette formation n'est pas la première du genre. En 2018, par exemple, les techniciens de l'Institut des ressources génétiques de l'Académie d'agriculture tropicale de Chine avaient formé des agriculteurs de Ngo, dans le département des Plateaux, ainsi que les cadres du ministère de l'Agriculture sur les techniques de production et de transformation du manioc puis la culture des arbres fruitiers tropicaux.

Lopelle Mboussa Gassia

SOLIDARITÉ

Des produits pharmaceutiques offerts à deux CSI de Brazzaville

Le représentant de la présidente de la Fondation Julia-Bouya, Dorel Eyobelé, a remis le 19 septembre à Brazzaville un don des produits pharmaceutiques aux Centres de santé intégrés (CSI) Marien-Ngouabi, dans le 6e arrondissement Talangai, et de Moukondo, dans l'arrondissement 4 Mougali.

Composée de plusieurs médicaments de première nécessité et de kits de santé maternelle et infantile, la donation s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 4e anniversaire de la disparition de Julia Bouya. Créée en 2022, en vue de réaliser une œuvre d'intérêt général à caractère philanthropique, social et humanitaire, la Fondation Julia-Bouya a pour objectifs, entre autres, de promouvoir le bien-être familial ; prévenir les maladies graves et incurables par la sensibilisation de la population.

Elle s'est également engagée à soutenir les patients et leurs familles par des



Les membres de la Fondation Julia-Bouya posant avec les bénéficiaires/DR

moyens financiers et logistiques ; appuyer et accompagner les pouvoirs publics par la construction des centres de santé et d'éducation ; développer

les programmes de santé, d'éducation et de formation ; financer et encourager la recherche médicale. Cette organisation non gouvernementale a, à son

actif, plusieurs actions caritatives et sociales. On compte l'assistance des enfants en situation de handicap à Brazzaville, le soutien et le développement des coopératives

agricoles dans le département de la Cuvette; et la remise des fournitures scolaires dans les différents établissements du pays.

Parfait Wilfried Douniama

LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES

L'OMS séduite par la vision de MCPLC

Dans son combat dans la prévention des maladies non transmissibles, l'association Marcher courir pour la cause (MCPLC) peut désormais compter sur le soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le représentant de l'OMS a promis, le 17 septembre au terme de sa visite à la maison « Elombe », le nouveau siège de MCPLC, de donner un coup de pouce d'autant plus que sa vision s'aligne avec les axes stratégiques de l'OMS sur la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles.

« Ma visite s'inscrit dans la reconnaissance de la valeur ajoutée de l'ONG Marcher courir pour la cause. C'est une association qui se bat des pieds et des mains pour promouvoir la prévention et le contrôle du diabète dans le pays. Cela rentre dans les axes stratégiques de l'OMS », a-t-il commenté.

La rencontre entre le président de MCPLC, Rodrigue Dinga Mbomi, et le représentant de l'OMS au Congo, le Dr Vincent Dossou Sodjinou, a porté sur la présentation du travail mené par MCPLC. Le pré-



Le président de MCPLC et le représentant de l'OMS/Adiac

sident de cette association a rappelé que la construction de la maison de sport et santé est le résultat de la soirée caritative qui avait permis de lever les fonds pour la lutte contre le diabète. « On avait organisé une soirée pour lever les fonds afin de déployer ce

projet de maison de sport et santé. Ce projet étant fait, on a souhaité recevoir le représentant de l'OMS », a indiqué Rodrigue Dinga Mbomi.

Au cours de leur entretien, le rapport d'activités de la cinquième édition de la Traversée du Mayombe 2025,

durant laquelle 3000 personnes ont été dépistées, a été présenté ainsi que le programme d'activité dans le cadre de la célébration de la Journée internationale du diabète, le 14 novembre. Au cours de celle-ci, MCPLC entend organiser le concours « Taxi bomoyi »

visant à faire des chauffeurs de taxis de véritables relais communautaires pour la lutte contre le diabète. Une autre soirée « Elombe » est également au menu pour allier culture, sport et prévention dans le but de favoriser une meilleure adhésion de la communauté à la cause du diabète.

« Nous allons travailler avec eux pour traduire cette fois cette confiance en réalité et voir comment, à partir d'eux, trouver un mécanisme de fédération de toutes les initiatives qui se mettent en œuvre dans le pays en matière de lutte contre les maladies non transmissibles afin d'en faire une ressource au sein du ministère de la Santé et du gouvernement, dans l'atteinte des objectifs de la politique nationale en matière de santé », a assuré le représentant de l'OMS au Congo.

James Golden Eloué

GOLFE DE GUINÉE

Un potentiel de 800 milliards de dollars au cœur des ambitions africaines

Entre sécurisation maritime, diplomatie économique et infrastructures régionales, l'Afrique réarme stratégiquement sa façade atlantique.

En marge de la 80^e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, une réunion de haut niveau s'est tenue à New York autour d'un objectif commun : faire du golfe de Guinée un moteur de la transformation économique africaine. Estimée à 800 milliards de dollars, la valeur économique potentielle de cette zone reste largement sous-exploitée, faute de coordination, de sécurité durable et d'infrastructures adaptées.

S'étendant de Lagos à Libreville, cette façade maritime regorge de richesses : hydrocarbures offshore, zones portuaires stratégiques, pêche, énergies renouvelables, mais aussi corridors logistiques clés pour l'intégration régionale. Pour les experts de

l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique, trois priorités conditionnent l'émergence de la région : la sécurité maritime, la logistique régionale et la gouvernance collective.

Sécurité maritime : progrès réels, fragilité persistante

Le nombre d'actes de piraterie a chuté de 60 % entre 2021 et 2024, grâce à la coopération navale initiée par le Code de Yaoundé. Mais

d'autres menaces demeurent : trafics illégaux, pêche illicite, flux migratoires incontrôlés. L'Union européenne, les États-Unis, la Chine et la France ont réaffirmé leur appui, misant sur le renforcement des capacités navales africaines et l'intelligence maritime partagée.

Logistique, climat, connectivité : l'autre défi

Les discussions ont aussi porté sur l'intégration des infrastructures : corridors multimodaux, ports connectés, énergies propres. Un fonds régional de 5 milliards de dollars, soutenu par la Banque

africaine de développement et des investisseurs privés, est en gestation pour accompagner cette montée en puissance. « Le golfe de Guinée peut devenir un levier de souveraineté économique pour l'Afrique, à condition d'en faire un espace sûr, interconnecté et durable », a déclaré Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine.

Une colonne vertébrale pour la Zlécaf

Dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf), le golfe de Guinée pourrait jouer un rôle pivot dans l'intégration commerciale intra-africaine. Mais pour cela, les onze pays côtiers concernés devront faire émerger une gouvernance maritime régionale, à la hauteur des enjeux géoéconomiques du XXI^e siècle.

Noël Ndong

« Le golfe de Guinée peut devenir un levier de souveraineté économique pour l'Afrique, à condition d'en faire un espace sûr, interconnecté et durable »

ENVIRONNEMENT

Le Congo et WCS valident les lignes directrices d'identification des Amcez

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a donné, le 18 septembre à Brazzaville, le coup d'envoi des travaux de l'atelier de présentation et de validation des lignes directrices pour l'identification des Autres mesures de conservation efficaces par zone (Amcez) en République du Congo.

Organisé par la société américaine Wildige conservation society (WCS), l'atelier qui a réuni pendant deux jours des experts environnementaux de divers horizons s'inscrivait dans le cadre de la poursuite des échanges entrepris en février dernier sur l'élaboration des lignes directrices nationales pour identifier les Amcez.

« Son objectif est l'examen et la validation d'un document technique proposant des lignes directrices claires, cohérentes, pertinentes au contexte national. Ce référentiel servira d'outil stratégique pour améliorer notre contribution aux objectifs internationaux de conservation et, consolider notre engagement dans ce domaine conformément à la vision du chef de l'Etat », a précisé la ministre Arlette Soudan-Nonault.

Elle a salué, en outre, l'engagement des partenaires techniques et financiers qui accompagnent le Congo dans



Les officiels et les participants à l'atelier déterminés pour la conservation de la nature/Adiac

ce processus d'identification des Amcez.

« Au cours de nos deux journées de réflexion, nous travaillerons ensemble pour partager nos connaissances sur l'identification et les reconnaissances des Amcez potentiels en République du Congo, discuter des lignes directrices élaborées par les organisations internationales et nationales et de la manière de les appliquer efficacement en République du Congo »,

a indiqué la ministre Arlette Soudan-Nonault.

Pour le directeur régional Afrique centrale et golfe de Guinée de WCS, Christopher Holmes, « le présent atelier ne vise pas seulement à comprendre les définitions mais aussi à passer à l'action ». A cet effet, il a encouragé les participants à des échanges interactifs. Aussi, il a indiqué que tous les partenaires travailleront en collaboration avec le groupe de coordination nationale

chargé d'élaborer les lignes directrices des Amcez dans le pays pour garantir leur approche équitable, inclusive et respectueuse des droits et connaissances de tous.

Signalons que WCS est une organisation non gouvernementale américaine dont l'objectif est la préservation de la nature dans le monde et particulièrement en Afrique. Les Amcez, telles que définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature et la Convention

sur la diversité biologique, sont une zone géographiquement délimitée, autre qu'une aire protégée qui est réglementée et gérée de façon à obtenir des résultats positifs et durables à long terme pour la conservation in situ de la diversité biologique, y compris des fonctions et services écosystémiques connexes et, le cas échéant, des valeurs culturelles, spirituelles, socio-économiques et d'autres valeurs pertinentes localement.

Fortuné Ibara

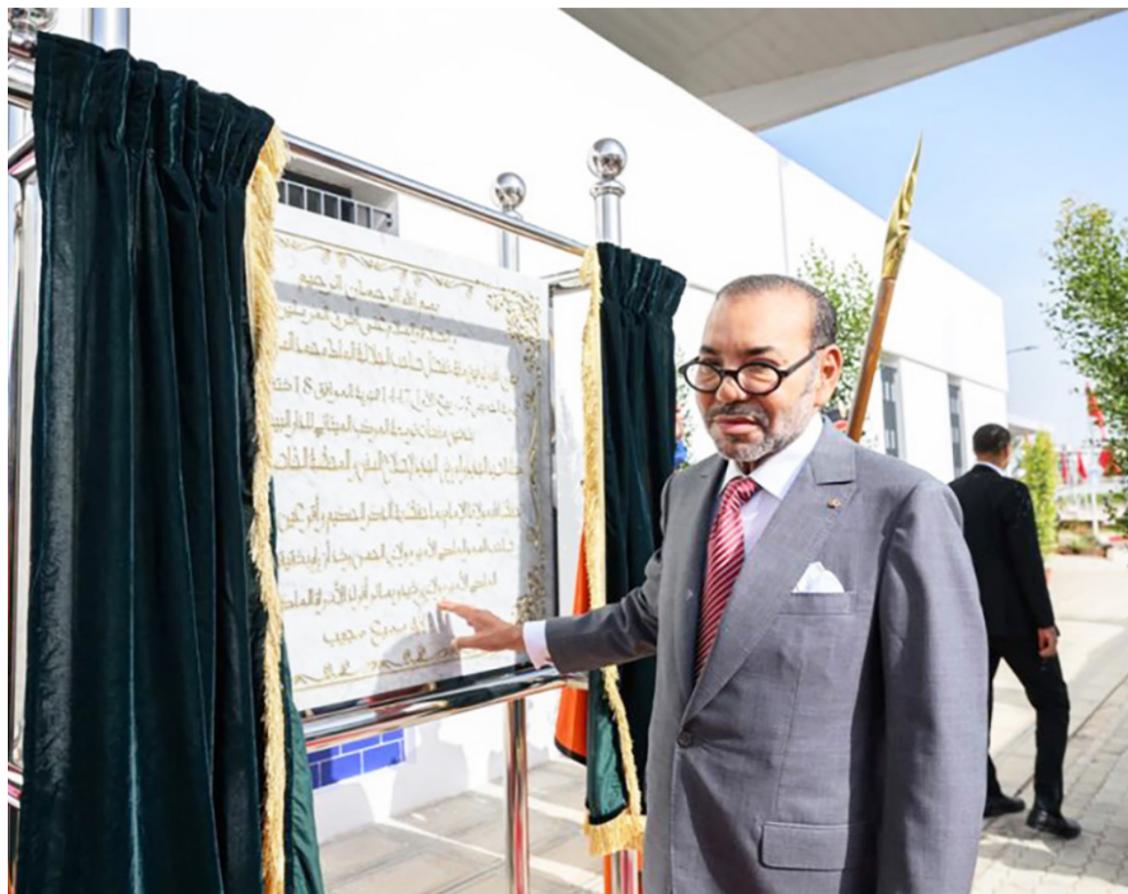
MAROC

Le complexe portuaire de Casablanca inauguré par le roi Mohammed VI

Plusieurs projets d'envergure au sein du complexe portuaire de Casablanca ont été mis en service, le 18 septembre, par le roi Mohammed VI. D'un investissement total de 5 milliards de dirhams, la modernisation du port marque une étape importante dans la restructuration de ce pôle économique stratégique du Royaume.

La modernisation du complexe portuaire de Casablanca vise à renforcer le rayonnement économique et touristique de la métropole. Parmi les projets phares, le nouveau port de pêche, un investissement de 1,2 milliard de dirhams se consacre à l'amélioration des conditions de vie des pêcheurs et à la valorisation des produits de la mer. Ce port est conçu pour accueillir plus de 260 barques et 100 bateaux de pêche, intégrant des infrastructures modernes pour optimiser l'accueil et la commercialisation.

Le chantier naval, d'un coût de 2,5 milliards de dirhams, ambitionne de dynamiser le secteur naval marocain, avec des installations capables d'accueillir des navires de grande taille. Cette initiative est en phase avec l'objectif du Royaume de se positionner comme un acteur clé du marché international de la construction et de la réparation navales. Le roi a également inauguré un nouveau terminal



Le roi Mohammed VI inaugurant le complexe/DR

de croisières de 720 millions de dirhams, destiné à renforcer l'attractivité touristique de Casablanca. Avec une capacité d'accueil de 450 000 croisiéristes par an, cette infrastructure répond aux normes internationales et promet de faire de la métropole une destination de choix pour le tourisme maritime.

Enfin, un complexe administratif de 500 millions de dirhams a été mis en place pour regrouper l'ensemble des intervenants du port et améliorer la qualité de service, renforçant ainsi l'intégration du port dans son environnement urbain. Ces projets sont présentés comme la preuve de l'engagement du Royaume envers la modernisation de sa capitale économique, tout en redessinant le paysage portuaire national. Ces initiatives visent à propulser la métropole vers de nouveaux sommets en matière d'attractivité économique et de développement urbain.

Fiacre Kombo

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
DEPARTEMENT DES SERVICES GENERAUX ET DES ACHATS**



DIVISION DES ACHATS INSTITUTIONNELS
Tél : +225- 20 26 29 71 / e-mail : tender@afdb.org

Date : 11 septembre 2025

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

No. ADB/EOI/TCGS/2025/ 0217

**SEMINAIRE SUR LES OPPORTUNITES D'AFFAIRES, SUR LES ACQUISITIONS INSTITUTIONNELLES
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)
24 SEPTEMBRE 2025 _ BRAZZAVILLE (CONGO)**

Faire partie des Fournisseurs de la BAD et Soyez informés des Opportunités d'Affaires.

1. Le Groupe de la Banque africaine de développement, ci-après désigné dans la présente par « La Banque », est une banque multilatérale de développement, créée pour contribuer au développement économique et social de l'Afrique et dont le siège est sis à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Elle compte 81 membres, dont 54 pays membres régionaux en Afrique et 27 pays membres non régionaux.
2. Les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement se tiendront en mai 2026 à Brazzaville, République de Congo.
3. Pour permettre une grande participation des entreprises congolaises aux opportunités d'affaires de la Banque, elle organise un séminaire d'information et de sensibilisation des entreprises le **mercredi 24 septembre 2025, de 8h00 à 12 h00 Grand Hôtel De Kintélé, arrondissement 9, Djiri Kintélé Brazzaville Republic of Congo.**

Ce séminaire vise entre-autres à :

Echanger avec les prestataires/fournisseurs aux fins de leur fournir suffisamment d'informations qui leur permettront d'avoir une meilleure compréhension des besoins, exigences, procédures, règles et pratiques de la Banque en matière d'acquisition institutionnelle et de gestion/exécution des contrats. Identifier et enregistrer des nouveaux prestataires de services susceptibles de participer aux éventuels Appels à Concurrence que la Banque lancera pour la mise en œuvre de ses activités. **CONDITIONS D'INSCRIPTION**
Les fournisseurs intéressés sont invités à exprimer leur intérêt à l'adresse email tender@afdb.org citant la référence du présent appel à manifestation d'intérêt.

Pour confirmer votre participation, veuillez fournir les informations ci-dessous en répondant à l'adresse email : tender@afdb.org **au plus tard le 21 septembre 2025 à 17h GMT.**

NB : Dans le but d'échanger avec un grand nombre de fournisseurs, nous vous prions de bien vouloir noter qu'un seul représentant par société est demandé.

KF P.o

Nous comptons sur votre présence.

Nom de la Société	Secteur d'activité	Nom(s) des participants	Email	Num de telephone

CAMPAGNE ÉLECTORALE À LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'UNESCO

Le Congo sollicite le soutien d'Haiti

Dans le cadre de la campagne de la candidature de Firmin Édouard Matoko au poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Lydie Pongault, ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs du Congo a effectué une visite officielle en République d'Haiti, les 17-18 septembre.



La ministre Lydie Pongault lors de la visite guidée/DR

La ministre congolaise a été porteuse d'un message du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, au gouvernement du Conseil présidentiel de transition. Elle a été accueillie au Cap-Haïtien par son homologue Patrick Delatour à qui elle a remis la requête officielle sollicitant le soutien d'Haiti à la candidature de son compatriote au poste de directeur général de l'Unesco pour la période 2025-2029.

Cette mission placée sous le signe du respect, du dialogue et d'un engagement commun pour une culture vivante et partagée, au cœur des idéaux de l'Unesco, a permis à Firmin Édouard Matoko de présenter les priorités de son programme de la mise en place de l'Unesco du futur en appui des voix des États insulaires et des pays en développement qui doivent être pleinement entendues et intégrées dans l'élaboration des politiques mondiales.

Au-delà de ces échanges approfondis,

les deux ministres, attachés au multilatéralisme et à la diversité culturelle dont leurs deux pays respectifs restent ouverts à la défense de leurs intérêts immédiats, ont exploré les voies d'une coopération culturelle renforcée autour des industries culturelles et créatives, de la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel, de la valorisation des archives, et tant d'autres projets artistiques et éducatifs conjoints en vue de renforcer les valeurs fondatrices de l'Unesco. Entre deux séances de travail, durant cette mission, la délégation congolaise a vécu également de moments forts avec une visite guidée de sites tels que la Citadelle La Ferrière, le Palais Sans-Souci, les Archives nationales, une école de musique... Autant de lieux emblématiques qui incarnent la mémoire et la créativité haïtienne. Haïti, un des tous premiers signataires de l'Acte constitutif de l'Unesco.

Marie Alfred Ngoma

MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES

Les Nations unies dénombrent 230 millions de victimes

Alors que les nations s'unissent pour mettre fin aux mutilations génitales féminines (MGF), le phénomène continue de faire des ravages, en particulier en Afrique. Une récente recherche menée au Tchad éclaire les raisons sous-jacentes de cette pratique et les défis à surmonter pour changer les mentalités.

Souvent justifiées par des normes culturelles et sociales, les MGF prédominent dans plusieurs pays africains. Malgré les efforts croissants de la communauté internationale pour éradiquer cette pratique, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) révèle qu'environ 230 millions de femmes et de filles dans le monde en sont victimes. La promesse d'une vie sans MGF, selon l'Unicef, semble encore lointaine pour de nombreuses communautés.

La province du Mandoul, au Tchad, se heurte à un héritage douloureux des MGF. Lors d'une recherche opérationnelle menée à Mandoul, les acteurs locaux ont mis en exergue des déterminants socio-ethniques et économiques complexes qui alimentent cette pratique. Les pressions communautaires, le désir de conformité avec les traditions et les inégalités économiques jouent un rôle majeur dans la persistance des MGF. Les témoignages recueillis révèlent des histoires poignantes. « J'avais peur de ne pas être acceptée par ma communauté si je ne subissais pas cette pratique. C'était un rite de passage



Une affiche illustrant la lutte contre l'excision/DR

que je devais respecter », confie une jeune fille du village de Doba, citée dans l'étude. Cette pression sociale souligne le besoin urgent d'une réflexion critique sur les

normes et traditions qui perpétuent les MGF.

Les efforts internationaux visant à lutter contre les MGF ont souvent été confrontés à des

écueils. Des programmes bien intentionnés, mais mal adaptés au contexte local, n'ont pas produit les résultats escomptés. Les interventions extérieures, sans

une compréhension des dynamiques culturelles locales, se soldent fréquemment par des échecs. La recherche a permis d'identifier certains leviers d'action parmi lesquels la sensibilisation communautaire, l'éducation des jeunes filles et des femmes, ainsi que l'implication des leaders communautaires dans le processus de changement.

Pour que les stratégies mises en place soient réellement efficaces, elles doivent être enracinées dans une approche contextualisée. Selon cette étude, il est essentiel de comprendre les multiples dimensions de la pratique, que ce soit par le prisme de la santé, de la dignité ou des droits humains. Les recommandations formulées à la suite de cette étude sont un appel à l'action pour tous les acteurs impliqués dans la lutte contre les MGF : gouvernements, organisations non gouvernementales, organisations internationales et communautés locales. Un changement de mentalité est non seulement nécessaire, mais urgent pour garantir la protection des droits des femmes et des filles.

Fiacre Kombo



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



CENTRAFRIQUE

La recherche se poursuit pour retrouver les corps des casques bleus disparus

Trois policiers congolais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) sont toujours portés disparus après qu'un véhicule blindé a sombré, le 16 septembre dernier, dans la rivière Ombella, à environ 45 km à la sortie Nord de Bangui. Malgré les difficultés, la mission onusienne réaffirme son engagement à poursuivre les opérations de secours jusqu'à leur terme.

Le grave accident est survenu le 16 septembre sur la route reliant Bangui à Bambari, lorsque l'un des véhicules blindés d'un convoi de la Minusca a basculé dans la rivière Ombella, à 35 km de Damara, dans la préfecture d'Ombella-Mpoko. Le véhicule transportait sept policiers congolais. Deux d'entre eux ont survécu à l'accident et sont actuellement pris en charge à Bangui, leur état étant jugé stable. Deux corps sans vie ont été repêchés les 17 et 18 septembre, tandis que trois autres casques bleus restent portés disparus.

Face à cette tragédie, la Minusca a déclenché une vaste opération de secours dès les premières heures suivant l'accident. Des équipes composées de forces de sécurité, de policiers, d'ingénieurs civils et de plongeurs sont toujours mobilisées pour extraire le blindé et retrouver les disparus. Ces efforts se poursuivent



Florence Marshall face à la presse DR

Nous restons mobilisés pour retrouver nos collègues. La sécurité et la dignité de notre personnel sont une priorité absolue »

sans interruption, a assuré la porte-parole de la Minusca, Florence Marshall. « Nous restons mobilisés pour retrouver nos collègues. La sécurité et la dignité de notre personnel sont une priorité absolue », a-t-elle déclaré, saluant la solidarité des partenaires africains mobilisés sur le terrain. Parallèlement aux opérations de sauvetage, une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de l'accident. Des experts ont été dépêchés sur les lieux pour analyser les conditions de sécurité et prévenir de futurs incidents. Ce drame vient rappeler les risques auxquels sont confrontés les soldats de maintien de la paix. Toutefois, la Minusca réaffirme son engagement à poursuivre sa mission pour la stabilité en Centrafrique, tout en garantissant le suivi de cet incident et en informant régulièrement les familles, les autorités congolaises et le public.

Fiacre Kombo

DIPLOMATIE

La France suspend sa coopération antiterroriste avec le Mali

Deux diplomates maliens ont été sommés de quitter le territoire français en réponse à l'arrestation, en août à Bamako, d'un agent diplomatique français. La France a décidé, par ailleurs, le 18 septembre, de suspendre sa coopération avec le Mali dans la lutte contre le terrorisme.

Les deux diplomates, membres de l'ambassade et du consulat du Mali à Paris, ont été déclarés persona non grata et sommés de quitter le territoire français avant dimanche.

Précisons que le 15 août, la junte militaire au pouvoir au Mali, pays d'Afrique de l'Ouest en proie depuis plus d'une décennie à des groupes jihadistes, avait annoncé l'arrestation d'un Français soupçonné de travailler pour le « service de renseignement français ».

Les autorités du Mali avaient accusé des « États étrangers » d'être derrière une tentative de déstabilisation des institutions menée par « un groupuscule d'éléments marginaux des forces armées de sécurité malienne ». Le ministère français des Affaires étrangères avait dénoncé des « accusations

sans fondement » et demandé la « libération sans délai » de son ressortissant, membre de l'ambassade de France.

« Le Mali viole délibérément une des règles les plus fondamentales du droit international, s'agissant d'un agent diplomatique dûment accrédité par les autorités maliennes. Face à un acte d'une telle gravité et d'une telle hostilité, la France a décidé de suspendre la coo-

pération avec le Mali dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans ce pays à laquelle contribuait l'agent qui a été arbitrairement arrêté », a déclaré une source diplomatique française.

Selon la même source, les autorités maliennes, informées des mesures françaises, ont réagi en déclarant de leur côté persona non grata « cinq personnels » de l'ambassade de France, qui avaient déjà quitté

le Mali. « Nous avons informé les autorités maliennes, via leur chargé d'affaires à Paris, que d'autres mesures seraient mises en œuvre à court terme si notre ressortissant n'était pas libéré rapidement », a ajouté la source. Confronté depuis 2012 à une profonde crise sécuritaire nourrie, notamment par les violences de groupes affiliés à Al-Qaïda, et à l'organisation Etat islamique, ainsi que de

groupes criminels communautaires, le Mali est dirigé par une junte militaire arrivée au pouvoir après deux coups d'État en 2020 et 2021. Les autorités de Bamako se sont depuis détournées de leurs partenaires occidentaux, précisément l'ancien colonisateur français, pour se tourner politiquement et militairement vers la Russie. Par ailleurs, l'armée malienne et ses alliés, les mercenaires russes d'Africa Corps, chargés de traquer les jihadistes, sont régulièrement accusés de commettre des exactions contre des civils.

Malgré des relations tendues, la coopération subsistait à ce jour entre services de renseignements maliens et français dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Yvette Reine Boro Nzaba

« Le Mali viole délibérément une des règles les plus fondamentales du droit international, s'agissant d'un agent diplomatique dûment accrédité par les autorités maliennes. Face à un acte d'une telle gravité et d'une telle hostilité, la France a décidé de suspendre la coopération avec le Mali dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans ce pays à laquelle contribuait l'agent qui a été arbitrairement arrêté »

DIPLOMATIE

Renforcement de la coopération bilatérale entre Kinshasa et Pretoria



La rencontre entre les présidents Félix Tshisekedi et Cyril Ramaphosa/DR

Invité par son homologue Sud-africain, Cyril Ramaphosa, le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a effectué le 18 septembre une visite de travail de quelques heures à Pretoria.

La visite éclair s'inscrivait dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre la République démocratique du Congo et l'Afrique du Sud, deux pays liés par des accords de coopération dans les domaines politique, diplomatique, sécuritaire et économique.

Le président Félix Tshisekedi s'était fait accompagner de Guy Kabongo, vice-Premier ministre en charge de la Défense; de Thérèse Kayikwamba Wagner, ministre d'Etat aux Affaires étrangères; et de Doudou Fwamba, actuel ministre des Finances.

Sylvain Andema

EMBOUEILLAGES À KINSHASA

Bientôt une nouvelle unité spéciale de la police pour réguler la circulation

Le phénomène embouteillage dans la ville capitale de la République démocratique du Congo a pris une dimension inqualifiable au point de mettre en péril tout le dispositif de transport routier existant.

Il est aujourd'hui difficile de rouler à Kinshasa sans être pris dans l'étau d'un embouteillage dans les principales artères. Les différents chantiers disséminés à travers la ville, sous prétexte de rétablir le réseau routier endommagé, ont exacerbé la situation à cause de la fermeture de certains axes stratégiques. De Kintambo magasin au rond-point Ngaba en passant par UPN, Pompages, Huileries, etc., il n'y a pas un seul tronçon où la fluidité du trafic est garantie. Partout, les longues chaînes de véhicules immobilisés laissent transparaître l'ampleur du phénomène qui interroge sur la capacité de l'autorité urbaine et de la police à rétablir les équilibres rompus.

Vu l'urgence, le Conseil des ministres du 19 septembre en a fait une des matières inscrites à son ordre du jour. À en croire le compte rendu fait par le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, le président de la République a souhaité que, dans la recherche des solutions, l'on puisse associer une autre unité à la police pour faciliter la fluidité de la circulation. D'après la même source, le chef de l'État a instruit le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Jacquemain Shabani, de dresser un état des lieux précis sur la formation, l'équipement et les effectifs des agents de police spécialisés dans la circulation et d'assurer sans délai leur renforcement tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Par ailleurs, en concertation avec le vice-Premier ministre, ministre de la Défense nationale, il sera examiné la possibilité de mobiliser certaines unités des forces armées en appui à la police afin d'imposer discipline et rigueur, notamment aux grands carrefours et sur les axes stratégiques. Au vice-Premier ministre en charge de Transports, le président Félix Tshisekedi lui avait demandé de présenter urgemment un plan opérationnel assorti de mesures concrètes pour fluidifier la circulation, la mise en place d'une signalisation routière moderne, la gestion intelligente de carrefour et déploiement de technologie adaptée.

Alain Diasso

ENERGIE ÉLECTRIQUE

Le pylône 156 de la ligne HT 220 KV menacé d'effondrement à Kinsuka

La Société nationale d'électricité (Snel) tire la sonnette d'alarme au sujet d'un pylône menacé d'effondrement à Kinsuka, dans l'Ouest de Kinshasa.



L'exploitation artisanale de pierres et de caillasses grignote peu à peu les assises du pylône 156 de la ligne haute tension (HT) 220 KV Zongo-Kinsuka. Un géant de fer, planté là depuis des décennies, est désormais menacé de s'effondrer. Le 17 septembre, une équipe d'ingénieurs de la Snel SA, conduite par M. Bondekwe, chef de division Postes et Lignes Kinshasa-Bandundu, a foulé le sol accidenté des carrières de Kinsuka, avec pour but de constater de visu l'ampleur des dégâts. Accompagnée de la cellule de communication, la délégation a documenté les empiètements illégaux, ces creusements qui rongent dangereusement les fondations du pylône. « Nous alertons depuis des mois. Si ce pylône cède, c'est

150 mégawatts de puissance qui disparaissent, avec des coupures massives et des risques d'accident dramatique », a prévenu l'ingénieur Bondekwa. L'avertissement n'est pas abstrait. Les mémoires restent marquées par la tragédie de Matadi Kibala, en 2022, où un câble arraché a électrocuté plusieurs usagers d'un marché pirate.

Pour la Snel, l'histoire pourrait se répéter si rien n'est fait. Les exploitants de pierres avaient pourtant été indemnisés pour libérer les zones sensibles. Mais certains persistent, entraînant un double danger pour les habitants eux-mêmes, exposés à une électrocution, et pour l'ensemble du réseau électrique qui dessert Ngaliema, Mont-Ngafula et une partie de l'Ouest de Kinshasa.

L'inauguration du poste électrique de Kinsuka en 2023 devait symboliser un bond en avant pour la desserte en électricité de cette zone stratégique. Aujourd'hui, cette promesse est compromise. Car, une ligne haute tension n'est pas qu'un assemblage de câbles et de pylônes ; c'est une colonne vertébrale fragile, dont chaque maillon dépend de l'intégrité du précédent. La Snel multiplie les mises en garde auprès des autorités compétentes. Mais les occupations anarchiques continuent. Sa direction générale appelle à une prise de conscience collective et à des mesures urgentes pour protéger les infrastructures vitales, parce que si le pylône 156 venait à s'écrouler, Kinshasa plongerait dans le noir.

Martin Enyimo

SAUVEGARDE DES VALEURS CULTURELLES

L'APLCG opte pour la préservation et la pérennisation de la langue gangulu

En vue de sauver le patrimoine linguistique du peuple gangulu, une plateforme dénommée Association pour la promotion de la langue et la culture gangulu (APLCG) a vu le jour à Brazzaville. Sa sortie officielle a eu lieu le week-end dernier dans la salle de conférence de la paroisse Saint-Esprit de Mougali.

Placée sur le thème « La langue véhicule de la culture d'un peuple », la sortie officielle de l'APLCG s'est déroulée en présence de l'ancien député Elault Bello Belard, un des garants des pouvoirs traditionnels, notable de Gamboma, également secrétaire général de la Confédération syndicale des travailleurs du Congo. La cérémonie a été marquée par l'allocution du président de cette association, Sébastien Elion, de la présentation des objectifs de l'APLCG et de l'exposé du Pr Amen Ndounia. Le président de l'association s'est avant tout acquitté d'un devoir de mémoire, celui de rendre hommage à des vaillants fils de la communauté linguistique gangulu qui ont œuvré pour qu'ils soient ensemble mais qui hélas, ne sont plus parmi eux, à savoir le révérend Benjamin Abialo, Ngué Alanvo et Jean Luc Elion. Pour ce faire, il a demandé à tous les membres présents de se lever pour observer une minute de silence en leur mémoire. Après quoi, Sébastien Elion a fait savoir qu'aujourd'hui, de par le monde, beaucoup des langues disparaissent ou font une transmutation vers d'autres langues. Le gangulu n'est donc pas à l'abri. « C'est pourquoi, en créant cette association et en vous invitant



La chorale du groupe théâtral kimbanguiste de la paroisse de Talangaï animant la cérémonie/Adiac

à cette cérémonie, nous voulons vous associer à ce combat de sauvegarde et de pérennisation de notre patrimoine linguistique commun, la langue gangulu, véhicule de nos savoirs, traditions, mœurs et coutume, bref, vecteur de notre culture », a-t-il déclaré. Le président de l'APLCG a fait savoir aux membres de cette association que la langue est l'attribut de souveraineté d'un peuple. Celui qui parle la langue d'autrui véhicule les valeurs culturelles de cette langue et devient étranger à sa propre culture. Sébastien Elion a indiqué également que les enquêtes récentes ont révélé qu'à Gamboma qui est le bastion

de leur communauté linguistique, le gangulu est déjà relégué au troisième plan après le français et le lingala parmi les locuteurs jeunes et enfants. Une menace inquiétante pour l'avenir de leur très chère langue. « Pour remédier à cela, nous devons être fiers de parler notre langue en toutes circonstances (Lors des cérémonies de mariages, les palabres, les chants populaires, prédications, et autres activités). Nous devons promouvoir la transmission générationnelle de notre culture en évitant trop d'emprunts. Si notre langue meurt, elle disparaîtra avec tout le cortège des valeurs qu'elle incarne, ce serait une

pure aliénation ou acculturation si un peuple ne parle plus sa propre langue. Nous devons communier donc nos efforts pour relever le défi de la préservation et de la pérennisation de notre patrimoine culturel commun », a-t-il conclu. Après le mot de circonstance du président de l'APLCG et la présentation des objectifs de l'association par le pasteur Romain Ngantsui, le Pr Amen Ndounia, enseignant à la Faculté des lettres, des arts et des sciences humaines à l'Université Marien-Ngouabi, a exposé sur la culture gangulu, notamment sur la philosophie étymologique des noms de ce peuple. Il a édifié l'assistance

sur la philosophie du nom dans la tradition gangulu, présentant également un projet de dictionnaire des noms propres gangulu qu'il est en train d'élaborer. Cet exposé du Pr Amen Ndounia a été donc marqué par trois moments, dont celui montrant comment les noms se forment en gangulu. A cet effet, il a fait ressortir des groupes nominaux à l'intérieur desquels l'on trouve également trois catégories. Le Pr Amen Ndounia a présenté ainsi les différentes subtilités. Notons que l'APLCG fait déjà ses preuves dans la traduction des supports écrits et audiovisuels. Il y a un nombre des épîtres de la Bible qui ont été déjà traduites en langue gangulu, tout comme le livre de Genèse, d'Exode, et l'Acte des Apôtres. Il y a même déjà une étude pour fixer la langue, lire et écrire en gangulu, bref, une alphabétisation en cette langue. Pour le président de cette association, l'on ne peut pas véhiculer un message si ceux à qui il est destiné ne savent pas décoder les écritures. La cérémonie a été agrémentée des champs de la chorale du groupe théâtral kimbanguiste de la paroisse de Talangaï qui a interprété plusieurs cantiques religieux en gangulu.

Bruno Zéphirin Okokana

EN VENTE



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

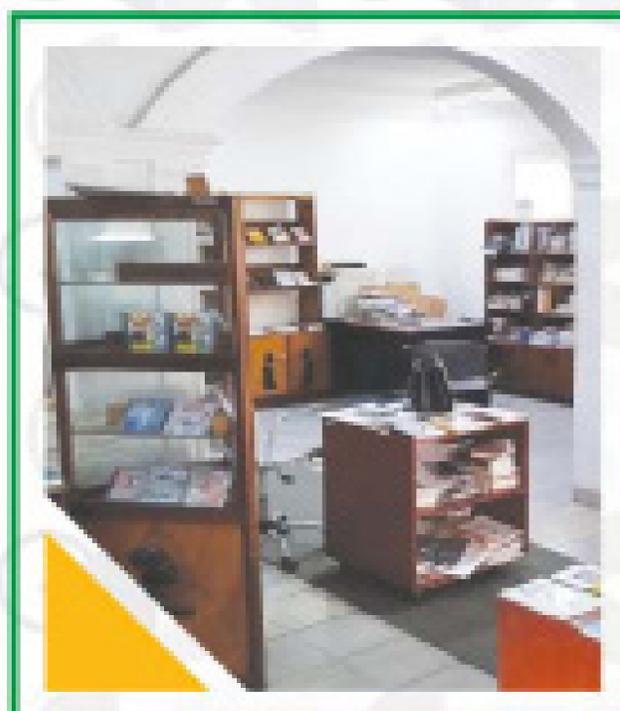
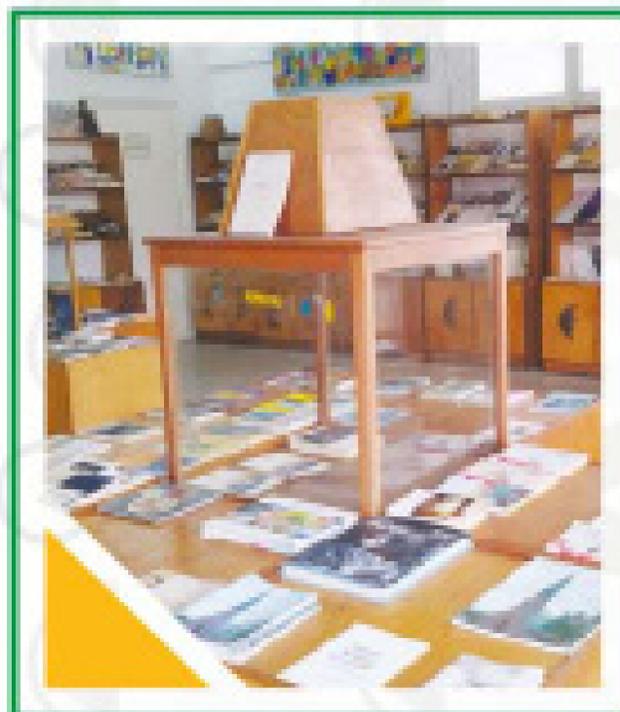
- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

HUMEUR

Et la Congolaise des eaux...

Nonobstant les différentes surprises que nous réservent les changements climatiques qui sont évidents, il est clair aujourd'hui d'affirmer ou de confirmer qu'il serait impossible que tous les cours d'eau qui bordent nos villes et villages tarissent d'un tour de main maintenant pour que les congolais souffrent de la précarité d'eau potable de consommation. Non !

Alors où est la congolaise des eaux en sigle (LCDE) pour que l'éternel problème dans la difficulté de fournir d'eau dans les ménages de nos grandes villes cesse. Tenez ! Il est quand même anodin que près de 60% de ménages de la ville océane ; située au bord de l'océan atlantique continue de consommer l'eau de forage de fortune ayant une qualité douteuse. Oui comparaison n'est pas raison, mais une comparaison sensée permet à la société de s'amender car cela participe énormément à l'amélioration de la qualité de vie. Par exemple, la ville de Pointe-Noire qui a six arrondissements a le problème de manque d'eau potable dans certains arrondissements.

Oui ce billet d'humeur résulte des murmures et grincements de dents de la population qui souhaite de grandes améliorations dans ce secteur. « On a écouté le discours du matériel vétuste des autorités en charge de ces questions », disait un ponténégrin.

Ceci étant le souhaite serait de voir nos villes en général et surtout les villes de Brazzaville et Pointe-Noire d'être abondées de plusieurs robinets de la Société Congolaise des eaux.

Faustin Akono

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Missamou Pierre Honneur Prince. Je désire désormais être appelé : Syta Dacosta Pierre Prince Honneur.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

On m'appelle Pierre Précieuse Princesse Louise. Je désire désormais être appelée : Syta Pierre Précieuse Princesse Louise.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ

Un concours pour désigner le quartier le plus propre

La Fondation Congo Assistance (FCA), en partenariat avec la direction générale de l'Assainissement et la mairie de Pointe-Noire, organise un concours de lutte contre l'insalubrité visant à récompenser le quartier le plus propre de la ville. Baptisé « Quartier propre », ce concours qui a lieu du 20 septembre au 20 décembre prochain va permettre de maintenir les rues et les quartiers de la ville océane dans un état de propreté permanent.



Une zone insalubre à Pointe-Noire/DR

Les problématiques de la salubrité urbaine doivent être une préoccupation de tous les citoyens et non du seul ressort des autorités publiques ainsi que des associations dévouées. C'est dans ce sens que la FCA et la direction générale de l'Assainissement ainsi que la mairie de Pointe-Noire ont pensé organiser le concours « Quartier propre » pour primer tous ceux qui concourent à maintenir un cadre de vie décent.

Pendant trois mois, les habitants des six arrondissements de la ville océane vont devoir

se mobiliser activement afin de rendre leurs quartiers plus propres, vivables et attractifs. Organisée sous le haut patronage du ministère de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, cette activité a pour objectif d'inciter la population à s'engager non seulement dans cette dynamique de propreté et d'embellissement mais également à renforcer l'engagement collectif pour un environnement sain et agréable. Elle vise également à encourager la par-

ticipation communautaire et à renforcer le sens du devoir civique, tout en sensibilisant les jeunes à l'importance de l'environnement et de l'engagement social dans le but de créer un impact durable sur la qualité de vie des habitants. Notons qu'il s'agit là du début d'un mouvement plus vaste pour faire de Pointe-Noire et plus largement du Congo un modèle en matière de gestion des déchets et de protection de l'environnement.

Hugues Prosper Mabonzo

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Ligue 2, 6e journée

Au Stade des Alpes, Grenoble perd le derby face à Annecy (1-3). Dans l'axe de la défense, Loris Mouyokolo a bien débuté avant de perdre le fil du match comme sur le deuxième but annécien.

Lenny Dziki Loussilaho n'était pas dans le groupe de Dunkerque, tenu en échec par Le Mans (2-2).

Rodez s'incline face à Clermont (1-1), avec Raphaël Lipinski titulaire, mais sans Loni Laurent Quenabio, absent pour le second match de rang. Amiens s'impose à Lavallois 3-0. Ivan Ikia Dimi était titulaire au poste d'ailier gauche. Un tir détourné en corner à la 12e minute avant d'être remplacé à la 56e.

Défaite à domicile pour Nancy, qui recevait le Red Star (0-1). Remplaçant, Faitout Maouassa est entré à la 71e minute. Josué Escartin, lui, n'était pas dans le groupe audonien. Suite de la 6e journée ce samedi avec la réception de Bastia à Montpellier (Yaël Mouanga).

National 1, 7e journée

Sans Marvin Baudry, toujours souffrant du dos, Orléans revient bredouille de Rouen (0-1).

Alain Ipiélé est entré à la 71e minute lors du match nul de Valenciennes à Caen (0-0).

Le capitaine normand, Yann Mvila, a été averti à la 83e minute. Belle victoire de Quevilly-Rouen à Bourg-en-Bresse (3-0). Avec Jérémie Mounsesse titulaire dans l'axe droit de la défense et Natanael Bouékou aligné au milieu.

Dans les rangs bressans, Destin Banzouzi est entré à la 81e minute.

Après quatre matches d'absence, Roger Tamba Mpinda faisait son retour dans le onze de départ de Châteauroux, auteur du nul 1-1 chez le Paris Atletico.

Lorick Nana n'était pas dans le groupe parisien.

Versailles prend un point à Aubagne (1-1). Titulaire, Cédric Odzoumo a été remplacé à l'heure de jeu.

Sans Trey Vimalin, absent du groupe, Fleury l'emporte à Concarneau (1-0).

Camille Delourme

COMMUNICATION ET MÉDIAS

Des éléments des forces de sécurité en immersion aux Dépêches de Brazzaville

Une quarantaine d'officiers et sous-officiers de la police et de la gendarmerie, conduite par le directeur général de la Stratégie, de la Coopération et de la Communication du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, le colonel-major Bellarmin Ndongui, a effectué une visite aux Dépêches de Brazzaville, le 19 septembre, pour s'imprégner du processus de traitement de l'information allant du reportage à la publication.

Dans une série de questions-réponses, le directeur des rédactions des Dépêches de Brazzaville, Emile Gankama, et les journalistes ont éclairé la lanterne de leurs interlocuteurs sur les méthodes de travail du quotidien à l'œuvre depuis dix-huit ans. Ils ont indiqué que le journal est une publication de l'Agence d'information d'Afrique centrale créée à la fin de l'année 1997. Le directeur des rédactions des Dépêches de Brazzaville s'est réjoui, par ailleurs, de cet échange qui améliore les rapports entre journalistes et agents des forces de sécurité. « *Un moment de partage qui fera date et que nous souhaitons voir se perpétuer* », a-t-il plaidé. Le colonel-major Bellarmin Ndongui a abondé dans le même sens en appelant les agents des forces de sécurité en immersion à donner le



Remise de l'écusson de la Direction générale de la stratégie au directeur des Rédactions des Dépêches de Brazzaville / Adiac

meilleur d'eux-mêmes dans leur mission d'informer, de communiquer sans bafouer ce qu'il a appelé « *Le métier des autres* », allusion faite

au journalisme. Il convient de souligner que cette visite d'immersion s'inscrivait dans le cadre d'un séminaire de forma-

tion sur la communication organisé par la direction générale de la Stratégie, de la Coopération et de la Communication du ministère de

l'Intérieur et de la Décentralisation.

Cette structure, en effet, est chargée, entre autres, d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de la communication du ministère ; de conduire la stratégie de communication et d'entretenir les relations avec les médias nationaux et internationaux ; de produire les documents d'informations écrits, audiovisuels et photographiques relatifs à la sécurité et en assurer la diffusion ; de proposer la ligne éditoriale interne du ministère ; de promouvoir l'image de marque des forces de sécurité intérieure et de contribuer au renforcement de leur relation avec la population. Avec Les Dépêches de Brazzaville, et assurément d'autres médias nationaux, ces échanges ne devraient pas être les derniers du genre.

Rominique Makaya et Jean Pascal Mongo-Slyhm

CENTRE D'EXCELLENCE D'OYO

Des bourses de recherche pour des étudiants congolais

Le Centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique vient de lancer la deuxième édition de son programme national de bourses de recherche destinées aux étudiants congolais inscrits en master 2 ou en post-master dans les établissements publics d'enseignement supérieur.

Le programme vise à encourager l'excellence académique et scientifique au Congo, à soutenir des projets de recherche innovants dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, et à promouvoir des solutions adaptées aux besoins énergétiques du pays. Le dépôt des candidatures sera clôturé le 31 octobre prochain. Les bourses, attribuées à partir de janvier 2026, offriront aux bénéficiaires une allocation mensuelle, l'hébergement au Centre d'excellence d'Oyo, ainsi qu'un accès privilégié à ses laboratoires et à son encadrement scientifique.

Les étudiants intéressés doivent déposer leur candidature exclusivement en ligne et fournir un dossier complet comprenant notamment un projet de recherche, une lettre de motivation, des relevés académiques, deux lettres de recommandation, ainsi qu'une lettre d'engagement de leur superviseur académique.

Pour plus d'informations liées à la soumission de la candidature, les postulants sont appelés à consulter le site officiel du Centre d'excellence d'Oyo : www.ceo.cg.

R.M.

HANDBALL

Le tournoi « J'aime la Bouenza au sens propre » sourit à la DGSP et à BMC

Les formations de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) chez les dames et BMC chez les messieurs ont remporté, le 18 septembre à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza, la première édition du tournoi « J'aime la Bouenza au sens propre ».



La DGSP a eu raison de Grain du sel (29-25) puis BMC a pris le meilleur sur JFJSO (25-23). US renaissance et Asoc ont complété respectivement le podium féminin et masculin. Cette compétition a battu le record de participation avec 23 clubs inscrits. Tous les deux champions ont été récompensés d'une enveloppe d'un million de francs CFA chacun sans oublier les diplômes de participation décernés à chacun d'eux.

Le comité d'organisation de ce tournoi a honoré le conseiller spécial du président de la République, président du Club multidisciplinaire DGSP, Serges Oboa, pour son engagement et son dévouement au développement du handball congolais. Une distinction réceptionnée par la coordonnatrice des activités sportives du club des mains du sous-préfet de Mouyondzi, ancien handballeur. A son tour,

Christelle Colombe Bouaka a remis au préfet Marcel Ngonongo une carte du département de la Bouenza pour témoigner la reconnaissance suite à l'organisation réussie de la compétition. Le but étant de déceler les talents et d'éveiller la conscience des jeunes de la Bouenza. La compétition obéit au 8e axe du projet de société du président de la République.

« *Le tournoi de handball qui vient de se dérouler à Madingou est une réponse à la volonté du chef de l'Etat qui tient ardemment au développement du pays, en nous dotant d'infrastructures sportives viables et modernes. Je voudrais vous témoigner toute ma satisfaction au regard des résultats auxquels vous êtes parvenus, de la maturité des participants et du déroulement du tournoi* », a souligné Marcel Ngonongo.

James Golden Eloué